

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3923

[2009/205535]

26 NOVEMBRE 2009. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistiques (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistiques.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 novembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement wallon, 104 (2009-2010). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 25 novembre 2009.

Discussion - Votes.

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française
dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistiques**

Vu la Constitution, telle que coordonnée le 17 février 1994, notamment les articles 121 à 133 et 134 à 140;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment le titre IV^{bis};

Vu le décret de la Communauté française du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu le décret du Conseil régional wallon du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;

Considérant :

que les phénomènes sociaux, économiques et environnementaux obéissent à des logiques qui dépassent les délimitations institutionnelles imposées par la structure fédérale belge;

que l'exercice des compétences des différentes entités fédérées nécessite des récoltes de données transversales aux découpages des compétences et des territoires pour permettre un pilotage efficient des politiques;

qu'en outre, les statistiques sont d'autant plus intéressantes qu'elles sont comparables et qu'une telle comparabilité nécessite l'harmonisation des concepts, des indicateurs et de l'articulation des systèmes d'information;

que par ailleurs, les activités statistiques exigent des investissements importants (organisations d'enquêtes, développement d'outils méthodologiques...) qui pourraient bénéficier d'économies d'échelles et de coopérations;

que des cellules statistiques mieux coordonnées pourraient ensemble ouvrir des chantiers nouveaux éventuellement plus ambitieux que ceux que leurs ressources propres leur permettraient d'envisager;

que dans de nombreuses matières transversales ou connexes aux différentes compétences, la production de statistiques communes, leur analyse commune et la construction d'indicateurs communs constituent un atout en termes de cohérence et de compréhension d'ensemble des phénomènes socio-économiques;

qu'aux avantages produits par de telles synergies, il faut ajouter que le fait d'envisager séparément la "construction" ou l'"utilisation" de statistiques dans certains domaines ne prive pas seulement les différentes entités de plus-values potentielles mais produit de véritables moins-values;

que les besoins sont particulièrement forts pour l'espace francophone, compte tenu que les autorités politiques des entités concernées ont établi des synergies importantes et pérennes;

Considérant que tout ce qui précède plaide en faveur d'une coopération accrue des acteurs statistiques de la Région wallonne et de la Communauté française,

Entre :

la Région wallonne représentée par M. Rudy Demotte, Ministre-Président;

la Communauté française représentée par M. Rudy Demotte, Ministre-Président,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération a pour objet de développer des synergies entre les deux parties, en matière d'établissement de statistiques et de leur analyse.

Art. 2. Sans préjudice des statistiques, des analyses et des études établies dans le cadre de leur mission par l'Observatoire des Politiques culturelles, l'Observatoire de l'Enfance et de la Jeunesse, le Service de l'Egalité des Chances, le Service de la Recherche, la Direction des Relations internationales de la Communauté française, l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, ci-après dénommée l'ETNIC et le Service de pilotage de l'enseignement, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, ci-après dénommé l'IWEPS, est chargé, en collaboration étroite avec le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française et de l'ETNIC, de produire des analyses, des études, des collectes de données dans les domaines relevant des compétences de la Communauté française.

Art. 3. Pour optimiser la collaboration visée à l'article 1^{er} :

1. un représentant du Ministre-Président de la Communauté française sera membre du Comité de pilotage de l'IWEPS, institué par l'article 15 du décret du Conseil régional wallon du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;

2. lorsque le Comité de pilotage de l'IWEPS traite d'un point concernant des données ou des analyses portant sur les compétences de la Communauté française, un représentant du ou des Ministre(s) de la Communauté française en charge de ces compétences est invité en tant que membre au Comité de pilotage;

3. il est constitué un Comité de coordination composé de l'Administrateur général de l'IWEPS, ou de son représentant, du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou de son représentant et de l'Administrateur général de l'ETNIC, ou de son représentant. Le Comité de coordination peut inviter toutes personnes qu'il jugera utile à la progression de ces travaux et notamment d'autres acteurs de l'analyse et de la statistique en Belgique.

Ce Comité de coordination a pour missions :

- de proposer au Comité de pilotage le programme de travail de l'IWEPS qui doit être exécuté en application du présent accord;

- de s'assurer de la concrétisation du programme de travail tel que décidé par le Comité de pilotage en le traduisant sous la forme de projets;

- d'établir les protocoles de collaboration nécessaires entre l'IWEPS, le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française et l'ETNIC portant notamment sur la mise à disposition mutuelle des données statistiques, dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Dans ce cadre, le Comité de coordination sera attentif au respect des principes suivants :

* l'utilisation par l'IWEPS des données récoltées par ailleurs au sein du Ministère de la Communauté française afin d'éviter une double collecte des données, dans le respect des dispositions décrétales en vigueur veillant à l'utilisation exclusive de données anonymes ou codées (application, entre autres, de l'article 3, § 1^{er}, B., du décret de la Communauté française du 27 mars 2002 précité, de l'article 2, § 2, du décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française);

* la nécessaire coordination avec les observatoires mis en place au sein de la Communauté française (Observatoire des politiques culturelles et Observatoire de l'enfance et de la jeunesse) ainsi que les observatoires mis en place en Région wallonne (Observatoire de l'emploi, Observatoire de la mobilité, Observatoire du développement territorial et Observatoire de la santé);

* la précision des compétences respectives en matière de collecte, stockage et exploitation des données;

- la désignation de l'interlocuteur compétent envers les instances statistiques fédérales et européennes;

- d'établir des protocoles de collaboration entre les l'IWEPS, le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française et l'ETNIC nécessaires à la réalisation du programme de travail approuvé par le Comité de pilotage;

- de réaliser un rapport d'évaluation annuel du dispositif de collaboration statistique mis en place par le présent accord pour favoriser les synergies statistiques entre les deux parties. Ce rapport d'évaluation comporte des recommandations pour améliorer et renforcer les synergies.

Cette évaluation sera transmise au Gouvernement de chacune des deux parties.

Art. 4. L'IWEPS mobilise l'équivalent de la charge de travail de deux équivalents temps plein pour produire des analyses, études, collectes de données relatives à la Communauté française, telles que prévues dans le programme de travail approuvé par le Comité de pilotage.

La Communauté française transfère trimestriellement à l'IWEPS un montant équivalent au coût salarial de deux équivalents temps plein au grade de "Attaché scientifique".

Art. 5. Le rapport d'activités annuel de l'Institut prévu à l'article 12 du décret du Conseil régional wallon du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique sera transmis simultanément au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté française.

Art. 6. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 7. Le présent accord entre en vigueur le jour de la publication du dernier acte d'assentiment des parties contractantes.

Namur, le 8 octobre 2009.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3923

[2009/205535]

26 NOVEMBER 2009. — Decreet houdende instemming met de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 8 oktober 2009 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistieken (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord van 8 oktober 2009 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistieken wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 november 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE,

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Waals Parlement, 104 (2009-2010). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 november 2009.

Bespreking - Stemmingen

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistieken

Gelet op de Grondwet, zoals gecoördineerd op 17 februari 1994, inzonderheid op de artikelen 121 tot 133 en 134 tot 140;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op Titel Ivbis;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek);

Overwegende :

dat de maatschappelijke, economische en milieuverschijnselen logica's volgen die de door de Belgische staatsstructuur vastgelegde institutionele afbakeningen overschrijden;

dat de uitoefening van de bevoegdheden van de verschillende deelgebieden inzamelingen van gegevens vereisen die de indelingen van de bevoegdheden en van de gebieden overkoepelen om een efficiënte sturing van de beleidslijnen mogelijk te maken;

dat de statistieken daarenboven des te interessanter zijn omdat ze vergelijkbaar zijn en dat een dergelijke vergelijkbaarheid de eenmaking van de begrippen, indicatoren en de koppeling van het informatiesysteem vereist;

dat de statistische activiteiten overigens grote investeringen vereisen (organisatie van onderzoeken, ontwikkeling van methodologische instrumenten...) die in aanmerking zouden kunnen komen voor schaalvoordelen en samenwerkingen;

dat dankzij beter gecoördineerde statistische cellen nieuwe werkgebieden aan bod zouden kunnen komen met eventueel meer ambitie dan de werkgebieden die ze met hun eigen middelen zouden kunnen aanpakken;

dat de productie van gemeenschappelijke statistieken, hun gemeenschappelijke analyse en de samenstelling van gemeenschappelijke indicatoren in talrijke overkoepelende of met de verschillende bevoegdheden aanverwante aangelegenheden een voordeel in termen van globale samenhang en een globaal begrip van sociaal-economische verschijnselen vormen;

dat naast de voordelen voortvloeiend uit dergelijke samenwerkingsverbanden, het afzonderlijke overwegen van de "samenstelling" of het "gebruik" van statistieken in sommige domeinen de verschillende eenheden geen potentiële meerwaarde biedt maar echte waardeverminderingen veroorzaakt;

dat de behoeften vooral voor het Franstalige landsdeel groot zijn, rekening houdend met de door de politieke overheden van de betrokken eenheden aangegane belangrijke en duurzame samenwerkingsverbanden;

Overwegende dat al het voorafgaande voor een verhoogde samenwerking van de statistische actoren van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap pleit,

Tussen :

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de heer Rudy Demotte, Minister-President;

de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Rudy Demotte, Minister-President,

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze samenwerkingsovereenkomst heeft als doel de ontwikkeling van samenwerkingsverbanden tussen beide partijen inzake de samenstelling van statistieken en hun analyse.

Art. 2. Onverminderd de door het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid, het Waarnemingscentrum voor Kind en Jeugd, de Dienst Gelijke Kansen, de Dienst Onderzoek, de Directie Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap, het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, hierna ETNIC genoemd, en de Dienst Sturing van het Onderwijs in het kader van in hun opdracht opgestelde statistieken, analyses en studies, is het Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek, hierna IWEPS genoemd, belast, in nauwe samenwerking met het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van ETNIC, met het produceren van analyses, studies, verzamelingen van gegevens in de domeinen die tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap behoren.

Art. 3. Om de in artikel 1 bedoelde samenwerking te optimaliseren :

1. zal een vertegenwoordiger van de Minister-President van de Franse Gemeenschap lid zijn van het Sturingscomité van het IWEPS, opgericht bij artikel 15 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek);

2. wordt een vertegenwoordiger van de Minister(s) van de Franse Gemeenschap belast met deze bevoegdheden uitgenodigd als lid bij het Sturingscomité wanneer het Sturingscomité van het IWEPS een punt betreffende de gegevens of de analyses in verband met de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap behandelt;

3. wordt een Coördinatiecomité opgericht, samengesteld uit de Administrateur-generaal van het IWEPS, of van diens vertegenwoordiger, de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of van diens vertegenwoordiger en de Administrateur-generaal van het ETNIC of van diens vertegenwoordiger. Het Coördinatiecomité kan iedere persoon uitnodigen dat het nodig acht voor de voortgang van deze werken en in het bijzonder, andere actoren die zich bezig houden met analyse en statistiek in België.

Dit Coördinatiecomité heeft als opdracht :

- het werkingsprogramma van het IWEPS dat overeenkomstig deze overeenkomst moet worden uitgevoerd aan het Sturingscomité voor te leggen;

- zich te vergewissen van de concretisering van het werkprogramma zoals beslist door het Sturingscomité, door dit programma in projecten om te zetten;

- de nodige samenwerkingsprotocollen betreffende de wederzijdse terbeschikkingstelling van de statistische gegevens op te stellen tussen het IWEPS, de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en het ETNIC, met inachtneming van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. In dit kader zal het Coördinatiecomité aandacht hebben voor de naleving van de volgende beginselen :

* het gebruik door het IWEPS van de binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap ingezamelde gegevens om een dubbele inzameling van gegevens te voorkomen, met inachtneming van de geldende decretale bepalingen die toezien op het exclusieve gebruik van anonieme of gecodeerde gegevens (toepassing, onder andere, van artikel 3, § 1, B., van voornoemd decreet van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2002, van artikel 2, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformateerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap);

* de nodige coördinatie met de ingestelde Waarnemingscentra binnen de Franse Gemeenschap (het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid en het Waarnemingscentrum voor Kind en Jeugd) alsook de Waarnemingscentra ingesteld binnen het Waalse Gewest (het Waarnemingscentrum voor de Werkgelegenheid, het Waarnemingscentrum voor de mobiliteit, het Waarnemingscentrum voor Ruimtelijke ontwikkeling en het Waarnemingscentrum voor Gezondheid);

* de precisering van de respectieve bevoegdheden inzake verzameling, opslag en exploitatie van de gegevens;

- de aanduiding van een bevoegde gesprekspartner tegenover de federale en Europese statistiekinstellingen;

- de opstelling van de samenwerkingsprotocollen tussen het IWEPS, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en het ETNIC, die nodig zijn voor de uitvoering van het door het Sturingscomité goedgekeurd werkprogramma;

- de realisatie van een jaarlijks evaluatierapport van de statistische samenwerkingsvoorziening ingesteld bij deze overeenkomst om de statistische samenwerkingsverbanden tussen beide partijen te bevorderen. Dit evaluatierapport bevat aanbevelingen om de samenwerkingsverbanden te verbeteren en te versterken.

Deze evaluatie zal aan de Regering van elk van beide partijen worden voorgelegd.

Art. 4. Het IWEPS doet een beroep op het equivalent van de werklast van twee voltijds equivalenten om analyses, studies, verzamelingen van gegevens betreffende de Franse Gemeenschap te produceren, zoals bedoeld in het door het Sturingscomité goedgekeurd werkprogramma.

De Franse Gemeenschap maakt driemaandelijks aan het IWEPS een bedrag over dat gelijk is aan de loonkosten van twee voltijds equivalenten op de graad van "Wetenschappelijk attaché".

Art. 5. Het jaarlijks activiteitenverslag van het Instituut bedoeld in artikel 12 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) zal gelijktijdig aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap worden overgemaakt.

Art. 6. Deze overeenstemming wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 7. Deze overeenstemming treedt in werking de dag van bekendmaking van de laatste goedkeuringsakte van de overeenkomstsluitende partijen.

Namen, 8 oktober 2009.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2009/205605]

Prolongation désignation

Par arrêté ministériel du 25 novembre 2009, le mandat de M. Hans D'HONDT, Président du Comité de direction, est prolongé à partir du 25 novembre 2009 pour une période de maximum six mois, en application de l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2009/205605]

Verlenging aanstelling

Bij ministerieel besluit van 25 november 2009 wordt het mandaat van de heer Hans D'HONDT, Voorzitter van het Directiecomité, met ingang van 25 november 2009 verlengd voor een periode van maximum zes maanden, in toepassing van artikel 20, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2009/00717]

Conseil d'Etat. — Incompatibilités. — Autorisation

Par arrêté royal du 12 novembre 2009, M. Alexander Van Steenberghe, auditeur adjoint au Conseil d'Etat, est autorisé à poursuivre à la Faculté de droit de la KULeuven, durant l'année académique 2009-2010, sa fonction d'assistant à temps partiel (10 %) pour le monitorat de droit constitutionnel.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2009/00717]

Raad van State. — Onverenigbaarheden. — Machtiging

Bij koninklijk besluit van 12 november 2009 wordt de heer Alexander Van Steenberghe, adjunct-auditeur bij de Raad van State, gemachtigd om aan de Rechtsfaculteit van de KULeuven, tijdens het academiejaar 2009-2010, zijn functie van deeltijds assistent (10 %) voor het monitaaraat Staatsrecht, voort te zetten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2009/00716]

Conseil d'Etat. — Incompatibilités. — Dérogation

Par arrêté royal du 12 novembre 2009, M. Marc Oswald, auditeur adjoint au Conseil d'Etat, est autorisé à poursuivre à la Faculté de Droit de l'Université libre de Bruxelles, durant l'année académique 2009-2010, sa fonction d'assistant chargé des exercices pratiques (60 heures par an) dans le cadre du cours d'histoire du droit et des institutions dispensé en 1^{er} baccalauréat en droit.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2009/00716]

Raad van State. — Onverenigbaarheden. — Afwijking

Bij koninklijk besluit van 12 november 2009 wordt de heer Marc Oswald, adjunct-auditeur bij de Raad van State, gemachtigd om aan de Rechtsfaculteit van de « Université libre de Bruxelles », tijdens het academiejaar 2009-2010, het ambt van assistent belast met de praktische oefeningen (60 uur per jaar) in het kader van de cursus geschiedenis van het recht en de instellingen gegeven aan het 1ste baccalaureaat in de rechten, voort te zetten.